



Tous les efforts sont déployés pour sauver les emplois au Toronto Star  
 >> page 2  
 Aussi dans ce numéro: Unifor fait un don de 50 000 \$ à Oxfam Canada  
 >> page 4



VOLUME 1, N° 6

[WWW.UNIFOR.ORG](http://WWW.UNIFOR.ORG)

28 NOVEMBRE 2013

# uniforum



Le militant Barry Smith et les militantes Vivian Vongsasanoubane et Darlene Wilson d'Unifor aident à la syndicalisation de trois usines d'assemblage de Toyota en Ontario.

## Unifor à la table

Qu'il s'agisse de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, des droits des travailleurs ou de la planification prébudgétaire, Unifor a présenté au gouvernement ses points de vue sur les meilleures voies à suivre.

« Il est important qu'Unifor soit sur la ligne de front et fasse connaître au gouvernement les priorités des citoyens ordinaires », a

>> Suite à la page 3

## Unifor appuie le syndicat NUMSA

Unifor a récemment participé au lancement du nouvel Institut de recherche et de politique du Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA) à Johannesburg, en Afrique du Sud, afin d'exprimer son appui aux efforts du syndicat dans ce pays.

« Il y a beaucoup à apprendre et à partager entre Unifor, nos consœurs et les confères sud-africains et les »  
 >> Suite à la page 3

syndicats des métallurgistes partout dans le monde », a affirmé le chercheur d'Unifor, Angelo DiCaro, qui représentait le syndicat à cet événement.

Une bonne partie des discussions du sommet de trois jours qui accompagnait le lancement de l'Institut a porté sur la gestion des ressources du pays et l'augmentation de l'industrialisation comme manière de créer des emplois et de stimuler le développement économique.

« La situation n'est pas étrangère à ce que nous vivons ici au Canada, quoique dans de très différents contextes nationaux », a ajouté Angelo DiCaro.

## Les travailleurs chez Toyota répondent à l'appel

Lorsqu'Unifor va syndiquer le fabricant automobile Toyota, sa priorité sera de faire en sorte que les employés à contrat obtiennent le statut d'employés à temps plein », a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor.

Unifor a mobilisé les ondes récemment lors d'une discussion téléphonique ouverte pour écouter

>> Suite à la page 3

## #unifor

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor

@SebastienRobert Bravo aux travailleurs de Pétroles Bilodeau, à Lévis, qui ont formé le 1er nouveau syndicat @SyndicatUnifor au Québec #syndqc @FTQnouvelles

@YugeMtl Au rassemblement contre le saccage de l'assurance emploi #Unifor avec @ViiMTL @Unifor6001 @SyndicatUnifor et @SyndicatRB en grève!

## Ratifications

### Section locale 594, Co-operative Refineries Ltd.

La section locale 594 d'Unifor a ratifié une convention collective de trois ans avec la société Co-operative Refineries Ltd. à Regina, avec les augmentations salariales à tous les ans. Les 703 membres ont accepté l'entente à 82 pour cent le 14 novembre.

Les tentatives de la compagnie de changer les dispositions relatives à l'ancienneté et aux pensions ont été repoussées. **U**

### Section locale 195, ADM

Les membres de la section locale 195 d'Unifor chez ADM Agri-Industries à Windsor ont voté à 81 pour cent en faveur de la nouvelle convention collective de quatre ans. Les 79 travailleuses et travailleurs vont recevoir 1 pour cent d'augmentation salariale annuelle pour les trois premières années et 1,5 pour cent la dernière année de la convention. D'autres dispositions contractuelles ont aussi été bonifiées. **U**

### Sections locales 2009 -AP et 444, Magna

Quatre conventions collectives ont récemment été ratifiées en vertu de l'Entente cadre sur l'équité avec Magna, qui prévoient des paiements forfaitaires annuels pendant les quatre années des conventions et un transfert à un régime d'invalidité de longue durée payé par l'employeur. Les conventions collectives couvrent les travailleuses et travailleurs chez Qualtech Seating Systems, Mississauga Seating Systems, 2 Magna Windsor Modules et Integram. **U**

## Encadré photo



VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À  
[COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG](mailto:COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG)



CRÉDIT: BRIAN STEVENS

Des membres de la section locale 101R d'Unifor se sont réunis récemment au Centre familial d'éducation de Port Elgin pour leur congrès triennal portant sur les règlements. Plus de 60 délégué(e)s et représentant(e)s y ont participé.

## Tous les efforts sont déployés pour sauver les emplois au Toronto Star



La section locale d'Unifor représentant les employés du Toronto Star ont appris avec stupeur et consternation la décision de la compagnie de sous-traiter son service de publicité et d'autres emplois.

Près de 80 employés syndiqués sont sur la liste des personnes qui vont perdre leur emploi.

« Nous n'avions aucun signe qu'une telle décision

allait être prise, a déclaré Paul Morse, président de la section locale 87-M d'Unifor. Nos membres ont été durement frappés. Plusieurs ont réagi en pleurant. »

Paul Morse est confiant que le syndicat peut collaborer avec la compagnie pour trouver une solution de rechange aux mises à pied.

« Nous allons déployer tous les efforts nécessaires

pour sauver ces emplois », a affirmé Paul Morse.

« Nous reconnaissons que tous les journaux font face à de sérieux défis économiques, mais il est incompréhensible de penser que quiconque ferait un meilleur travail pour fournir des solutions attrayantes aux annonceurs », a affirmé Elizabeth Marzari, présidente de l'unité de négociation au Toronto Star. **U**

## Campagne en vedette



### Recrutement chez Toyota

Les travailleuses et travailleurs de Toyota à Cambridge et Woodstock, en Ontario, expriment leur soutien à Unifor en signant des cartes d'adhésion syndicale dans le cadre d'une campagne de recrutement axée sur l'amélioration des conditions de travail.

Le syndicat a entendu haut et fort à quel point les travailleuses et travailleurs ont besoin d'avoir leur mot à dire sur des enjeux comme les salaires, les normes de santé et sécurité, les pensions et le recours à une main-d'œuvre contractuelle, et cette campagne s'appuie sur les



Unifor croit que Toyota devrait partager ses bons rendements avec les travailleurs.

préoccupations que les travailleuses et travailleurs chez Toyota ont exprimées à Unifor.

Suivez-nous sur Facebook :

[www.facebook.com/Unifor4Toyota](https://www.facebook.com/Unifor4Toyota) and at [www.unifor.org/toyota](https://www.unifor.org/toyota) **U**

SERVICE DES COMMUNICATIONS D'UNIFOR: SHANNON DEVINE, KATIE ARNUP ET STUART LAIDLAW

## >> Suite de "Unifor appuie le syndicat NUMSA" sur page 1

L'Institut de recherche va publier des énoncés de politique, des analyses et d'autres documents d'information pour les dirigeant(e)s et les membres du NUMSA. Il prévoit aussi organiser régulièrement des événements pour mobiliser les travailleur(euse)s à l'élaboration de politiques de développement progressistes.

Le sommet a reçu des travailleur(euse)s de partout dans le monde, dont le Mexique, l'Indonésie, le Nigeria, la France, l'Australie, les États-Unis et d'ailleurs.

Angelo DiCaro a présenté un document sur l'impact du néolibéralisme au Canada, en mettant l'accent sur les attaques contre les droits des travailleur(euse)s et de leur gagne-pain, et proposait des initiatives alternatives de développement économique pour aider à réparer les dommages. 

## >> Suite de "Les travailleurs chez Toyota répondent à l'appel" sur page 1

directement ce que les travailleurs chez Toyota pensent de l'aide que le syndicat peut leur apporter, et le statut des travailleurs à contrat était un des principaux sujets pour plusieurs.

« Il est important pour nous que les travailleurs temporaires aient le statut d'employés à temps plein, et ce sera notre priorité dans les négociations », a déclaré Jerry Dias à un participant à la discussion.

Il a fait allusion au succès qu'Unifor a connu à l'usine d'assemblage CAMI, à Ingersoll, où les employés temporaires ont obtenu le statut d'employés à temps plein, pendant les dernières discussions liées à la convention collective.

« C'est une question d'équité en milieu de travail. Notre victoire chez CAMI envoie un message aux employés chez Toyota comme quoi il y a une meilleure



manière de faire les choses. » L'économiste d'Unifor, Jim Stanford, est d'accord et a affirmé qu'une échelle salariale pour tous les travailleurs aiderait aussi ceux qui sont présentement à contrat.

« L'un des principaux enjeux au moment de négocier une première convention collective porte sur l'échelle salariale, à quel échelon le salaire va commencer, à quel moment sera-t-il augmenté et quand atteindrez-vous le plein salaire », a-t-il souligné.

« Nous analyserons l'expérience que vous avez avec les travailleurs à contrat et ce que nous avons fait à

d'autres usines comme celle de CAMI. »

Près de 600 travailleurs ont participé.

D'autres sujets ont porté sur la manière d'élire des représentants syndicaux dans l'usine, les cotisations syndicales, les congés pour passer du temps en famille, et la progression salariale pour atteindre le plein salaire.

« Je dirais que la réponse est positive », a observé Angela Lee, gestionnaire de projet pour la firme Strategic Communications, établie à Toronto et impliquée dans l'organisation de la discussion téléphonique ouverte. 

## >> Suite de "Unifor à la table

### " sur page 1

affirmé Jerry Dias au sujet des nombreux mémoires que le syndicat a présentés récemment devant des comités gouvernementaux.

En une seule semaine plus tôt ce mois-ci :

- Jerry Dias a pris la parole devant le Comité permanent du commerce international (CIIT) sur l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne.
- La directrice du Service de santé, sécurité et environnement, Sari Sairanen, et la directrice régionale de l'Atlantique, Lana Payne, d'Unifor ont pris la parole devant le comité des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des

personnes handicapées (HUMA) à propos du projet de loi C-4.

- L'économiste Jim Stanford et l'adjoint au président Dave Moffat ont participé aux consultations prébudgétaires devant le Comité permanent des finances du gouvernement fédéral.

Dans toutes les présentations, le principal message était le même : les actions du gouvernement fédéral doivent se faire dans les meilleurs intérêts des citoyens canadiens ordinaires.

« Qu'en est-il des droits des travailleurs à des emplois décents? Que fait-on des droits des citoyens quant aux prises de décision démocratiques? » C'est ce que Jerry Dias a demandé aux audiences du CIIT lorsqu'il a soulevé ses préoccupations sur les droits des compagnies d'engager des poursuites si les gouvernements adoptent des lois qui portent atteinte à leur rendement.

Jerry Dias a aussi dit au comité que l'AECG pourrait aggraver le déséquilibre commercial du Canada avec l'Union européenne et a réclamé la diffusion du texte complet de l'accord.

Devant le comité HUMA, Sari Sairanen et Lana Payne ont fait valoir que les dispositions du projet de loi C-4 sur les droits des travailleurs de rapporter des situations de conditions de travail dangereuses allaient augmenter le nombre de personnes à risque, et elles ont demandé que les lois soient renforcées plutôt qu'atténuées.

Entre-temps, Jim Stanford

et Dave Moffat ont affirmé que le prochain budget du gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et ont présenté plusieurs suggestions allant dans ce sens.

Depuis son congrès de fondation pendant la fin de semaine de la fête du Travail, Unifor a déposé des mémoires au gouvernement sur plusieurs enjeux, y compris le salaire minimum et la programmation télévisuelle locale.

Vous pouvez consulter les mémoires d'Unifor à l'adresse : [www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/memoires-et-annonces/memoires-et-observations-ecrites](http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/memoires-et-annonces/memoires-et-observations-ecrites) 

## Continuez de recevoir Uniforum

Pour continuer de recevoir l'infolettre par la poste, vous n'avez qu'à envoyer un courriel au Service des communications d'Unifor, à l'adresse [communications@unifor.org](mailto:communications@unifor.org), nous téléphoner au 1-800-268-5763, poste 3771, ou nous envoyer une lettre au Service des communications d'Unifor, 205 Placer Court, Toronto, ON M2H 3H9.

Pour vous abonner à la version électronique d'Uniforum, visiter : [www.unifor.org/sabonner](http://www.unifor.org/sabonner)

## Unifor fait un don de 50 000 \$ à Oxfam Canada

Unifor, le plus récent syndicat canadien, a fait un don de 50 000 \$ au fonds d'urgence d'Oxfam Canada pour venir en aide aux victimes du typhon Haiyan.

« Cette tragédie aux Philippines crève le cœur », a déclaré le président d'Unifor, Jerry Dias. « Elle a touché profondément les Canadiens, particulièrement ceux qui ont des parents et des amis dans cette région. »

Unifor estime que le syndicat représente des milliers de membres originaires des Philippines à

Toronto, à Winnipeg, à Montréal, à Vancouver et d'autres villes du pays. « Nos membres sont profondément inquiets des ravages causés par cette terrible tempête et de ses conséquences à long terme », a déclaré Jerry Dias.

Le syndicat fait également appel à ses sections locales et ses membres pour faire des dons au Fonds de justice sociale du syndicat – Fonds du typhon Haiyan. Les dons versés par les individus seront doublés par le fonds de contrepartie du gouvernement fédéral pour le typhon Haiyan.

Nous travaillerons de concert avec nos partenaires et avec la communauté syndicale internationale pour établir quels seraient les meilleurs moyens d'offrir une aide de solidarité.

Jerry Dias a soulevé la question des changements climatiques et le bilan désastreux du Canada à cet égard. « Nous ne pouvons continuer à ignorer le rôle que jouent les changements climatiques dans les soi-disant 'désastres naturels'. Comme pays, il ne suffit pas de fournir de l'aide après que des vies et

des communautés entières soient décimées. »

La dévastation des Philippines a touché 9,5 millions de gens dont plus de 800 000 ont été déplacés, et le bilan reste encore inconnu. De même, des milliers de gens qui avaient déjà été déplacés par le récent séisme et vivaient dans des abris temporaires se voient maintenant encore en train de lutter pour survivre. 

## Une section locale défend un travailleur blessé

Les membres de la section locale 598 d'Unifor ont montré leur appui pour tous les travailleurs – y compris les non syndiqués – lorsqu'ils ont manifestés récemment pour défendre un travailleur blessé contraint à compter les automobiles sur l'autoroute.

Le travailleur qui s'est blessé le pied au travail a reçu la consigne, dans le cadre de son emploi adapté, de s'asseoir sur une chaise de jardin le long de l'autoroute 144 devant la compagnie de construction non syndiquée où il travaille et de compter le nombre d'automobiles qui

définient sur l'autoroute.

« Le travailleur est assis dans une chaise de jardin sur le terrain avant, dans le froid, toute la journée, et c'est le travail qui lui a été affecté », a expliqué Richard Paquin, représentant national d'Unifor. « On lui a dit qu'il ne pouvait pas refuser sinon il perdrait son emploi. »

L'homme a demandé que son nom ainsi que celui de son employeur ne soient pas révélés par crainte de représailles.

Le 4 novembre, les membres de la section locale 598 d'Unifor et d'autres



Des membres de la section locale 598 d'Unifor se sont ralliés autour d'un travailleur de la construction, blessé et non syndiqué, dans leur communauté

syndicats ont manifesté sur l'autoroute pour montrer leur appui au travailleur. Même s'il devait normalement rester là jusqu'à 17 h tous les jours, il a été renvoyé à la maison tôt cette journée par la

compagnie avant l'arrivée des manifestants.

« Nous avons communiqué avec le travailleur cette soirée-là et il ne pouvait croire ce que nous avons fait pour lui, a ajouté Richard Paquin. 

## Unifor demande un moratoire national sur la fracturation

Unifor, le plus important syndicat du secteur de l'énergie au Canada, demande l'adoption d'un moratoire sur toutes les nouvelles activités de fracturation des projets d'exploration pétrolière et gazière à l'échelle nationale. Les provinces du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador ont déjà présenté des moratoires sur la fracturation. La Nouvelle-Écosse a interdit la fracturation pendant qu'elle examine la question. Unifor préconise maintenant l'adoption d'un moratoire national.

Unifor se dit préoccupé par

les risques pour la sécurité et l'environnement qui sont associés à la fracturation ainsi que par l'absence d'un consentement éclairé de la part des Premières Nations au sujet des activités de fracturation sur leurs terres ancestrales.

Dans la résolution approuvée à l'unanimité par les 25 membres du Conseil exécutif national d'Unifor, le syndicat a exprimé son soutien aux manifestations de protestation non violentes des Premières Nations contre les activités de fracturation sur leurs terres. Le Conseil

exécutif national d'Unifor est constitué de représentants élus de l'ensemble du pays et provenant de divers secteurs économiques, incluant celui de l'énergie.

« Les activités non conventionnelles de fracturation risquent d'avoir des effets catastrophiques sur notre environnement et notre économie. Les risques pour la sécurité sont également une préoccupation majeure pour notre syndicat », a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias. « Ce n'est pas juste parce que nous en sommes capables que nous devrions

réaliser cette activité. Nous devons adopter un moratoire national sur la fracturation. »

Jerry Dias a en outre souligné que ce serait une folie pour le Canada de réorienter toute son infrastructure énergétique autour d'une augmentation à court terme d'un approvisionnement énergétique non durable.

Pour lire la version intégrale de la déclaration, veuillez consulter : [http://www.unifor.org/sites/default/files/attachments/neb\\_resolution\\_on\\_fracking\\_nov2013\\_fr.pdf](http://www.unifor.org/sites/default/files/attachments/neb_resolution_on_fracking_nov2013_fr.pdf) 